



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. limitée
24 septembre 2010
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Cinquante-septième session

Genève, 15-28 septembre 2010

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Les stratégies de développement dans un monde

interdépendant: mondialisation, emploi et développement

**Projet de rapport du Conseil du commerce et du
développement sur sa cinquante-septième session**

Tenue au Palais des Nations à Genève, du 15 au 28 septembre 2010

Table des matières

	<i>Page</i>
II. Résumé du Président	2
Les stratégies de développement dans un monde interdépendant: mondialisation, emploi et développement.....	2

II. Résumé du Président

Les stratégies de développement dans un monde interdépendant: mondialisation, emploi et développement

1. Pour l'examen de ce point, le Conseil du commerce et du développement s'est appuyé sur le *Rapport sur le commerce et le développement, 2010: Emploi, mondialisation et développement*. Le rapport a été présenté par M. Heiner Flassbeck, Directeur de la Division de la mondialisation et des stratégies de développement de la CNUCED. M. Stephen Pursey, Chef du Département de l'intégration des politiques de l'Organisation internationale du Travail, a présenté quelques observations. Les délégations ont largement reconnu avec les intervenants que la création d'emplois était un enjeu majeur pour tous les pays, développés et en développement, dans le contexte de la fragile reprise faisant suite à la crise économique et financière.

2. La crise avait été fortement préjudiciable à l'emploi; elle avait non seulement entraîné une hausse considérable du nombre de chômeurs, mais aussi aggravé les problèmes sous-jacents des marchés du travail, avec un coût humain élevé. Ces problèmes structurels concernaient notamment l'accroissement des inégalités, l'élargissement des écarts de salaires et la diminution de la part des salaires dans le revenu national. Il a également été jugé essentiel d'améliorer la qualité de l'emploi et d'aborder le problème de la persistance d'un vaste secteur informel. S'attaquer à ces problèmes du marché du travail était particulièrement important pour les pays en développement, notamment les plus pauvres. Les incidences sur l'emploi de la crise avaient freiné les progrès dans la réduction de la pauvreté et rendu beaucoup plus difficile la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et d'un développement durable. Au-delà des questions économiques, la création d'un nombre suffisant d'emplois, ainsi que d'un système de sécurité sociale permettant d'amortir les effets négatifs du chômage était également indispensable à la cohésion sociale.

3. Il a été largement reconnu que les mesures de relance économique que de nombreux gouvernements avaient adoptées, dans les pays développés comme dans les pays en développement, avaient permis d'éviter un effondrement de la croissance économique mondiale. Néanmoins, de nombreuses menaces continuaient de peser sur la reprise, en particulier la persistance de déséquilibres mondiaux. Plusieurs délégations ont souligné que les pays à excédent comme les pays à déficit devraient partager la responsabilité de remédier à ces déséquilibres. Les intervenants et les délégations sont convenus qu'il était crucial de mettre un terme aux mesures de relance budgétaire au bon moment. Ces mesures pourraient être retirées une fois achevé l'apurement des bilans dans le secteur privé, ce qui permettrait à celui-ci de recommencer à emprunter et à s'endetter. Le débat sur l'adéquation des efforts de consolidation budgétaire a conduit à reconnaître que certains pays disposaient d'une marge d'action budgétaire plus large que d'autres. Les pays confrontés à d'importantes contraintes extérieures auraient du mal à réduire leur déficit budgétaire. En revanche, les pays dont les comptes courants étaient excédentaires avaient plus de possibilités d'accroître leur déficit budgétaire et leur endettement public.

4. Un large consensus s'est dégagé sur la nécessité d'adopter une nouvelle approche des problèmes de développement et d'emploi. La création d'emplois devait être la pierre angulaire des politiques de sortie de crise. Plusieurs délégations ont souligné que l'État devait jouer un rôle plus actif. Des politiques macroéconomiques d'appui à l'investissement pour le développement des capacités productives dans les pays en développement étaient importantes dans ce contexte. Les politiques mises en œuvre dans le cadre du Consensus de Washington avaient donné des résultats décevants en termes de création d'emplois. De plus, il n'était pas possible pour tous les pays du monde d'asseoir leur croissance sur les exportations. Au contraire, une plus grande attention devait être accordée à un accroissement de la demande intérieure, soutenu par des hausses du pouvoir d'achat de la population proportionnelles à la croissance moyenne de la productivité de la main-d'œuvre.

5. Des politiques des revenus permettant d'aligner les hausses de salaire sur l'accroissement de la productivité seraient nécessaires pour s'assurer une croissance à long terme soutenue. L'appareil institutionnel permettant d'instaurer des conditions propices à la création d'emplois comprendrait un renforcement des mécanismes de négociation collective, l'instauration d'un salaire minimum et des programmes d'emploi public. De plus, il a été souligné que les mesures visant à soutenir la création d'emplois avaient été principalement axées sur le secteur moderne, qui était souvent intégré dans l'économie mondiale et bénéficiait d'une forte croissance de la productivité, tout en pouvant ne créer que relativement peu d'emplois. Ces mesures devaient être conçues de façon que les salaires augmentent aussi à un rythme similaire dans les secteurs plus traditionnels où la croissance de la productivité était souvent faible, mais qui concentraient la majorité des emplois formels et informels. Seule cette combinaison permettrait de stimuler le pouvoir d'achat de masse nécessaire pour dynamiser la demande intérieure. Dans ce contexte, certaines délégations ont évoqué des mécanismes qui liaient les prix payés aux producteurs agricoles à la croissance globale de la productivité de l'économie.

6. L'importance, reconnue par tous, de mesures visant à renforcer la demande intérieure ne devait toutefois pas conduire au protectionnisme ou à une diminution de l'intégration. De fait, le maintien d'une économie mondiale ouverte était indispensable à une mondialisation durable et à un accroissement de la prospérité pour tous. L'intégration commerciale en tant que telle n'était pas remise en cause. Le problème tenait plutôt au type d'intégration qui donnait lieu à des excédents ou à des déficits courants insoutenables. Il a été largement reconnu qu'un meilleur équilibre entre exportations et demande intérieure était nécessaire pour assurer le succès de la reprise économique mondiale. Certaines délégations se sont inquiétées du risque qu'une hausse des salaires alignée sur l'accroissement de la productivité ne compromette la compétitivité extérieure nationale. Mais il a également été indiqué que tel n'était pas le cas, car de telles hausses de salaire n'influaient pas sur le niveau des coûts unitaires de la main-d'œuvre.

7. Étant donné la contribution fondamentale de l'accroissement de la productivité au développement économique, à la croissance de la production et à la création d'emplois, il y a eu débat sur les moyens de répartir plus équitablement entre pays développés et pays en développement cet accroissement de la productivité. Si l'éducation jouait un rôle important, de même que la formation tout au long de la vie – d'où la grande importance des programmes d'enseignement –, il fallait trouver un équilibre approprié entre la protection des droits de propriété intellectuelle et le transfert de technologie réalisé à travers l'imitation de la technologie existante.

8. Il a été souligné que, dans un monde extrêmement interdépendant, un moyen de résoudre les problèmes d'emploi et de développement passerait aussi par une plus grande coordination au niveau international. Les mesures visant à accroître la demande intérieure au niveau national devaient être complétées par un système multilatéral de gestion des taux de change, ainsi que par une hausse de l'aide publique au développement des pays pauvres connaissant d'importants problèmes de déficit extérieur.

9. Plusieurs délégations ont loué le secrétariat de la CNUCED pour la qualité et la pertinence de l'analyse et des recommandations présentées dans le *Rapport sur le commerce et le développement, 2010*. Le Rapport aidait à mieux comprendre les liens entre les politiques de l'emploi et les politiques macroéconomiques. L'accent mis sur l'importance d'offrir aux pauvres des possibilités d'avoir un emploi productif leur assurant un revenu décent a été considéré comme tout à fait pertinent et utile dans le contexte de la crise actuelle. Cela ressortait également de l'intérêt manifesté pour le thème de l'emploi par d'autres organisations internationales ainsi que par divers gouvernements et syndicats.
